

## **LISTE DES ABREVIATIONS**

BNB	Banque Nationale de Belgique
ICN	Institut des Comptes Nationaux
MET	Ministère de l'Emploi et du Travail
PIB	Produit intérieur brut
SNCB	Société Nationale des Chemins de Fer Belges
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

## **SIGNES CONVENTIONNELS**

—	la donnée n'existe pas ou n'a pas de sens
e	estimation
n.	non disponible
p.c.	pour cent
p.m.	pour mémoire

## EVOLUTION DES RESULTATS DES SOCIETES NON FINANCIERES EN 1998

La présente analyse des résultats annuels des sociétés non financières est basée sur les informations normalisées fournies par la Centrale des bilans. L'étude s'articule de la manière suivante. La première partie traite de la représentativité des données utilisées pour l'analyse. La deuxième partie décrit tout d'abord l'évolution des résultats agrégés et fait le lien avec l'évolution générale de la conjoncture. L'évolution des résultats par branche d'activité et par taille d'entreprises est ensuite étudiée de plus près. L'analyse porte, enfin, sur l'évolution de la rentabilité, d'un point de vue général comme d'un point de vue plus détaillé. Les données du bilan social, qui font l'objet d'un autre article présenté dans cette revue, ne sont pas examinées.

### 1. CARACTERISTIQUES ESSENTIELLES ET REPRESENTATIVITE DES DONNEES UTILISEES

Conformément à la loi du 24 mars 1978 sur la publicité des actes et des comptes annuels des sociétés commerciales ou à forme commerciale, la Centrale des bilans collecte chaque année, depuis la fin des années septante, les données relatives aux comptes des entreprises non financières. A l'origine, l'obligation de déposer un bilan concernait surtout les grandes entreprises mais, depuis 1984, cette obligation a été élargie, dans le cadre d'une directive européenne, à l'ensemble des entreprises non financières.

La présente étude sur les résultats des entreprises est la dernière à utiliser le franc belge. A partir de l'année prochaine (comptes annuels 1999), un basculement complet sera en effet effectué vers l'euro. Pour les bilans clôturés après le 31 décembre 1998, les entreprises ont provisoirement le choix entre le dépôt de comptes exprimés en franc belge ou en euro<sup>1</sup>, le dépôt en euro ne devenant obligatoire qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002.

La Centrale des bilans rassemble les données à partir de documents normalisés qui doivent être déposés au plus tard sept mois après la clôture de l'exercice comptable. Après vérification et correction éventuelle des données afin de satisfaire aux normes de qualité établies, une première analyse est possible, sur la base d'une extrapolation des données de l'exercice précédent, à partir d'un échantillon constant sur les deux dernières années.

Le fichier complet des entreprises est trié par taille d'entreprises et par secteur afin de permettre une analyse plus fine. La première subdivision est opérée sur la base du type de schéma remis (« complet » ou « abrégé »). Une entreprise doit déposer un bilan selon le schéma complet si elle emploie plus de 100 personnes (si on exprime l'emploi en équivalents temps plein) ou si elle dépasse au moins deux des critères suivants :

- effectif de 50 travailleurs « équivalents temps plein » ;
- chiffre d'affaires, hors TVA, de 200 millions de francs ;
- total bilantaire de 100 millions de francs.

Un peu moins de 10 p.c. des entreprises belges peuvent être considérées, selon ces critères, comme de grandes entreprises. En termes de total de bilan, elles représentent cependant environ 85 p.c.

L'analyse opère également une distinction entre les entreprises actives dans l'industrie manufacturière et celles présentes dans les autres secteurs. Une subdivision encore plus détaillée par branche d'activité a en outre semblé indiquée pour certains aspects de l'étude.

L'échantillon utilisé pour cette analyse comprend 114.174 entreprises et représente 57,6 p.c. du nombre total des comptes annuels

<sup>1</sup> Au 20 octobre 1999, 6.628 comptes annuels clôturés après le 31 décembre 1998 avaient été déposés auprès de la Centrale des bilans, parmi lesquels 28 (0,4 p.c.) seulement étaient libellés en euro.

déposés en 1997, un chiffre en légère baisse par rapport à l'étude de 1997 mais qui reste largement représentatif. Une ventilation de la représentativité par taille d'entreprises montre que les grandes entreprises sont les mieux représentées (73,5 p.c., contre seulement 56,3 p.c. des PME). Sur la base du total bilantaire, la comparaison tourne encore plus à l'avantage des entreprises de grande taille (87,1 p.c. contre 60,9 p.c.). Par secteur, l'échantillon affiche une représentativité comparable pour l'industrie manufacturière et les branches non manufacturières, tant pour le nombre d'entreprises que pour le total du bilan.

La meilleure représentativité des grandes entreprises dans l'échantillon s'explique notamment par les exigences de déclaration plus strictes auxquelles ces entreprises sont soumises, par exemple à la suite d'une cotation en Bourse, et est également due à une certaine priorité accordée à ce groupe par la Centrale des bilans afin d'obtenir aussi rapidement que possible un niveau suffisamment élevé de représentativité de l'échantillon total en termes de total du bilan.

La technique d'extrapolation utilisée, basée sur un échantillon constant, présente l'inconvé-

nient de ne pas tenir compte de la création de nouvelles entreprises ni de la disparition d'entreprises au cours de l'exercice considéré.

Une analyse des comptes annuels complets depuis 1994 montre cependant que l'écart entre les chiffres finals et les chiffres initiaux de l'échantillon reste limité et qu'il n'est sans doute pas question d'une surévaluation ou d'une sous-évaluation systématique des chiffres finals. L'écart moyen sur les quatre années étudiées s'est élevé, pour la valeur ajoutée, à seulement 0,6 p.c. En ce qui concerne le résultat net d'exploitation et le résultat après impôts, un écart moyen de respectivement 0,4 et 1,8 p.c. a été constaté.

En 1998, 21.617 nouvelles entreprises ont été créées, soit une augmentation de 7,2 p.c. par rapport à l'année précédente et le chiffre le plus élevé depuis 1992. Cependant, 10.779 entreprises ont également disparu, dont 5.357 en raison d'une faillite, soit respectivement 5,3 p.c. de plus et 11,5 p.c. de moins qu'en 1997. Le nombre de faillites a diminué pour la première fois depuis les années quatre-vingt. Cette baisse a été généralisée, à l'exclusion de l'Horeca. Elle a toutefois été la plus vive dans

TABLEAU 1 — REPRESENTATIVITE DE L'ECHANTILLON CONSTANT

	1997 Total des sociétés <sup>1</sup>	1997 Sociétés de l'échantillon <sup>2</sup>	Représentativité en p.c. de l'échantillon utilisé pour l'analyse des résultats de 1998	p.m. idem pour l'échantillon utilisé pour l'analyse des résultats de 1997
	(1)	(2)	(3) = (2) : (1)	
Nombre d'entreprises (unités) .....	198.360	114.174	57,6	59,7
dont (en p.c. du total) :				
schéma complet .....	7,5	9,6	(73,5)	(69,6)
schéma abrégé .....	92,5	90,4	(56,3)	(58,8)
industrie manufacturière .....	10,5	11,3	(61,6)	(64,8)
branches non manufacturières .....	89,5	88,7	(57,1)	(59,1)
Total du bilan (milliards de francs) .....	20.388	16.840	82,8	83,5
dont (en p.c. du total) :				
schéma complet .....	83,7	88,0	(87,1)	(87,0)
schéma abrégé .....	16,3	12,0	(60,9)	(63,9)
industrie manufacturière .....	24,3	26,5	(87,8)	(87,5)
branches non manufacturières .....	75,7	73,5	(78,3)	(82,2)

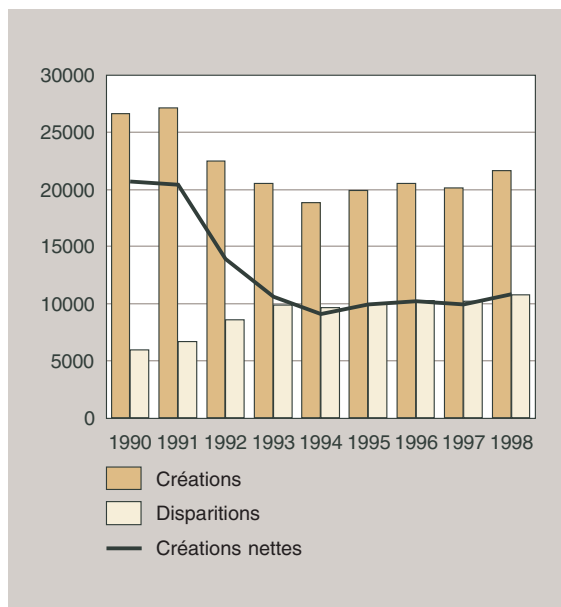
Source : BNB.

<sup>1</sup> Les comptes de 1997 comprennent tous les comptes clôturés entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 1997.

<sup>2</sup> Entreprises pour lesquelles les comptes annuels sont déjà disponibles pour 1998 et qui étaient également présentes dans le fichier de la Centrale des bilans en 1997.

**GRAPHIQUE 1 — CREATIONS ET DISPARITIONS D'ENTREPRISES**

(unités)



Source : BNB.

l'industrie, le commerce et les services aux entreprises et résulte probablement en partie des nouvelles lois sur les faillites et le concordat entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1998. Ces lois poursuivent essentiellement un but préventif en accordant un répit aux entreprises ayant des problèmes temporaires. C'est ainsi que le concordat judiciaire a été considéré comme un recours pour éviter la faillite. Toutefois, dans le même temps, ces lois donnent la possibilité aux entreprises de décider volontairement la liquidation dès qu'une faillite est envisagée. Cela explique sans doute pourquoi les disparitions sous une autre forme que la faillite ont augmenté d'environ 30 p.c.

Par solde, 10.838 entreprises supplémentaires existent donc, soit une hausse de quelque 10 p.c. par rapport à 1997. Il s'agit de la première progression sensible en trois ans, qui reflète la conjoncture favorable en 1997 et au premier semestre de 1998. Si l'on suppose que l'évolution nette du nombre d'entreprises est une indication de l'évolution de l'activité, cela signifie que les résultats évoqués ci-dessous, obtenus sur la base d'un échantillon constant, peuvent sous-estimer quelque peu les évolutions réelles.

Au cours des cinq dernières années, le tissu économique de la Belgique s'est gonflé chaque année de 10.000 entreprises environ en moyenne. Ce résultat est nettement en retrait par rapport au début des années nonante, lorsqu'environ 20.000 créations nettes étaient observées chaque année. Par rapport au début de la décennie, le nombre de créations a reculé de quelque 20 p.c. Inversement, le nombre de disparitions a augmenté de plus de la moitié.

En pourcentage du nombre d'entreprises existantes<sup>1</sup>, tant le nombre de créations (6,8 p.c. en 1998) que le nombre de disparitions d'entreprises (3,4 p.c. en 1998) et celui des créations nettes (3,4 p.c. en 1998) sont restés très stables ces cinq dernières années. La croissance nette du nombre d'entreprises enregistrée depuis 1990 s'est surtout concentrée dans les branches non manufacturières. Sur les 67.632 nouvelles entreprises qui ont déposé des comptes annuels entre 1990 et 1997, 64.086 provenaient des branches non manufacturières et seulement 3.546 de l'industrie manufacturière.

## 2. EVOLUTION DES RESULTATS DES ENTREPRISES

### 2.1 Résultats généraux et contexte conjoncturel

La valeur ajoutée totale créée par les entreprises non financières, qui correspond à la différence entre le produit des ventes et le prix de revient des biens et services fournis par des tiers et traduit par conséquent la contribution nette, à prix courants, des entreprises à la croissance économique s'est élevée à 4.386,5 milliards de francs en 1998, ce qui représente une augmentation de 5 p.c. par rapport à 1997. Sur la base des comptes annuels, la valeur ajoutée avait déjà progressé de 7 p.c. en 1997. Il convient toutefois de signaler une modification méthodologique qui a été apportée en 1996 dans le cadre de l'introduction du bilan social. La ré-

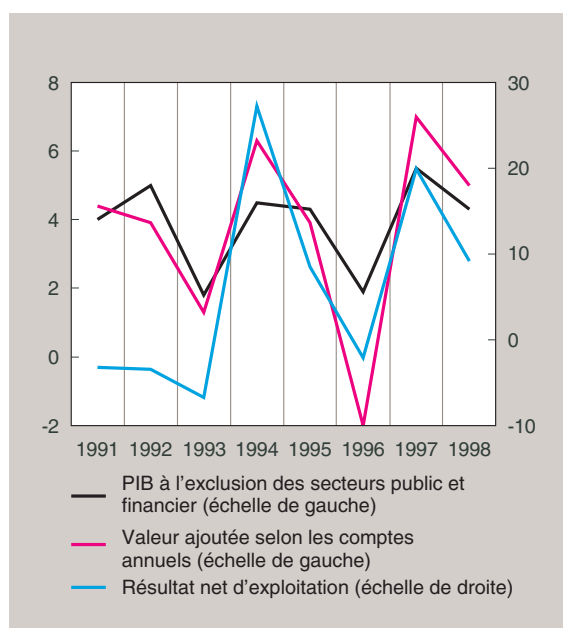
<sup>1</sup> Il s'agit ici du nombre total d'entreprises, nettement supérieur au nombre figurant dans les statistiques des comptes annuels. Ces dernières ne recensent en effet pas un certain nombre d'entreprises en raison d'une déclaration hors délais, du non-respect des normes de qualité établies par la Centrale des bilans ou de la forme juridique de l'entreprise.

munération des travailleurs intérimaires ainsi que les traitements et pensions d'administrateurs, chefs d'entreprise et associés actifs n'ayant pas signé de contrat de travail n'ont plus été considérés, dès l'entrée en vigueur du bilan social, comme des frais de personnel, mais comme des achats intermédiaires de « services et biens divers ». Si les dépenses qui y sont liées étaient par conséquent incluses dans la valeur ajoutée jusqu'en 1995, cela ne devrait plus être le cas depuis 1996. En fait, toutes les entreprises n'auraient pas adopté la nouvelle méthodologie dès les comptes annuels 1996. Des estimations de la Centrale des bilans montrent qu'environ 15 p.c. des entreprises n'auraient utilisé la nouvelle méthodologie qu'à partir de l'exercice 1997. Les données de la Centrale des bilans sous-estiment donc l'augmentation de la valeur ajoutée en 1996 et, dans une moindre mesure, en 1997. Une comparaison dans le temps doit dès lors s'accompagner de la prudence nécessaire.

L'évolution de la valeur ajoutée des sociétés non financières observée en 1998, sur la base des comptes annuels, correspond étroitement aux données publiées par l'ICN dans le cadre

**GRAPHIQUE 2 — VALEUR AJOUTÉE ET RESULTAT NET D'EXPLOITATION DES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES ET PIB A L'EXCLUSION DE L'ACTIVITÉ DES SECTEURS PUBLIC ET FINANCIER**

(pourcentages de variation par rapport à l'année précédente)



Sources : BNB, ICN.

des comptes nationaux. La croissance nominale de l'économie belge dans son ensemble s'est en effet ralentie, revenant de 4,8 p.c. en 1997 à 3,9 p.c. en 1998, sous l'effet conjugué d'une croissance réelle en recul (2,9 p.c. contre 3,2 p.c.) et d'un nouveau ralentissement de l'augmentation des prix. Si l'on exclut l'activité des pouvoirs publics et du secteur financier, afin de rester plus proche du concept des comptes annuels, la croissance économique nominale est revenue de 5,5 p.c. en 1997 à 4,3 p.c. en 1998. Le tassement a surtout été constaté au second semestre et a été relativement bref puisqu'il s'est interrompu dès le début de 1999.

La valeur ajoutée d'une entreprise comprend les frais de personnel, les autres charges d'exploitation, amortissements et provisions ainsi que le résultat net d'exploitation. Les frais de personnel, qui, atteignant 58 p.c., représentent de loin la principale composante de la valeur ajoutée, ont crû de 3,8 p.c. en 1998. Bien que les dépenses de pensions soient également comptabilisées dans cette rubrique, les pourcentages de variation annuelle de ce poste de dépenses s'expliquent le plus souvent presque totalement par des modifications du nombre de travailleurs et des adaptations de la rémunération par travailleur. L'emploi dans les entreprises non financières, exprimé en équivalents temps plein, aurait progressé de 1,5 p.c. en 1998 et le salaire d'un travailleur à temps plein aurait augmenté de 2,2 p.c. en moyenne. Ces grandeurs sont proches des informations répertoriées dans le bilan social. Compte tenu d'une inflation moyenne de 0,9 p.c. en 1998, l'augmentation salariale réelle moyenne par équivalent temps plein s'élève à 1,3 p.c.

Les autres charges d'exploitation et les amortissements et provisions ont progressé à un rythme légèrement plus élevé que les frais de personnel, de respectivement 7,8 et 4,4 p.c. Globalement, les coûts liés à l'activité des entreprises ont augmenté de 4,2 p.c.

Bien que la conjoncture se soit peu à peu affaiblie dans le courant de 1998, les entreprises non financières ont encore réussi à améliorer leur résultat net d'exploitation de plus de 9 p.c. L'année 1998 peut donc être considérée, de ce point de vue, comme une bonne année pour les entreprises, même si l'accroissement du résultat d'exploitation a été inférieur de plus de

TABLEAU 2 — PRINCIPALES COMPOSANTES DU COMPTE DE RESULTATS DES SOCIETES NON FINANCIERES

	Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente					Milliards de francs	Pourcentages de la valeur ajoutée
	1994	1995	1996	1997	1998 e		
<b>Valeur ajoutée</b> .....	<b>6,3</b>	<b>3,9</b>	<b>-2,0</b>	<b>7,0</b>	<b>5,0</b>	<b>4.386,5</b>	<b>100,0</b>
Frais de personnel .....	2,8	2,7	-3,4	3,3	3,8	2.539,8	57,9
Autres charges d'exploitation ... (-)	12,9	6,0	5,1	2,5	7,8	257,9	5,9
Amortissements et provisions ... (-)	4,1	4,2	0,8	4,8	4,4	853,0	19,4
Total .....	3,6	3,2	-2,0	4,9	4,2	3.650,7	83,2
<b>Résultat net d'exploitation</b> .....	<b>27,2</b>	<b>8,5</b>	<b>-2,1</b>	<b>19,9</b>	<b>9,2</b>	<b>735,8</b>	<b>16,8</b>
Produits financiers .....	-12,1	13,0	-1,8	33,9	-11,6	900,6	20,5
Charges financières .....	-4,7	8,6	-4,7	32,3	-16,2	794,2	18,1
Total .....	-112,7	350,7	91,1	58,8	49,2	106,4	2,4
<b>Résultat courant</b> .....	<b>11,4</b>	<b>14,4</b>	<b>1,5</b>	<b>22,8</b>	<b>13,0</b>	<b>842,2</b>	<b>19,2</b>
<b>Résultat exceptionnel</b> <sup>1</sup> .....	—	—	—	—	—	<b>91,3</b>	<b>2,1</b>
<b>Résultat net avant impôts</b> .....	<b>17,1</b>	<b>13,5</b>	<b>-3,5</b>	<b>40,8</b>	<b>9,3</b>	<b>933,5</b>	<b>21,3</b>
<b>Impôts sur le résultat</b> .....	<b>24,3</b>	<b>4,1</b>	<b>7,0</b>	<b>17,6</b>	<b>10,9</b>	<b>220,3</b>	<b>5,0</b>
<b>Résultat net après impôts</b> .....	<b>14,6</b>	<b>17,0</b>	<b>-7,1</b>	<b>49,8</b>	<b>8,9</b>	<b>713,2</b>	<b>16,3</b>

Source : BNB.

<sup>1</sup> Le calcul d'un pourcentage de variation n'a pas de sens pour cet agrégat dont le montant est généralement faible et peut être positif ou négatif.

moitié à celui observé l'année précédente. La conjoncture était, il est vrai, restée très favorable tout au long de 1997. Depuis la récession économique de 1993, le résultat d'exploitation a progressé de plus de 75 p.c.

En 1998, comme les trois années précédentes, le résultat courant des entreprises a crû davantage encore que le résultat net d'exploitation. Cela signifie, en d'autres termes, que le revenu net de leurs placements et engagements financiers a évolué favorablement. L'analyse des flux financiers bruts est rendue difficile par l'évolution erratique d'importantes transactions à terme auxquelles des opérations de couverture sont liées et qui peuvent provoquer des mouvements significatifs tant dans les revenus que dans les coûts, sans toutefois pour autant influencer fortement les soldes. Ainsi, la nette baisse, en 1998, des produits et des charges financiers s'explique par le retour à la normale de certaines transactions des centres de coordination. En 1997, ces centres avaient encore été à l'origine d'opérations de couverture à terme en monnaies étrangères pour des montants extrêmement élevés. La vive amélioration du ré-

sultat financier net est notamment imputable à la hausse des revenus provenant des participations dans d'autres sociétés, qui résulte de bénéfices d'exploitation élevés enregistrés en Belgique et à l'étranger, ainsi que des importantes participations prises par les entreprises en 1997 et 1998. Les recettes tirées par les centres de coordination des prêts aux entreprises de leur groupe ont elles aussi notablement progressé.

Le résultat exceptionnel, qui provient surtout des plus-values réalisées sur la vente d'actifs et de participations, est resté élevé en 1998 (91,3 milliards de francs), mais a été nettement en retrait par rapport au niveau remarquable observé en 1997 (108,4 milliards de francs).

Les impôts payés par les entreprises sur le résultat ont augmenté de 10,9 p.c., soit 1,7 point de pourcentage de plus que le résultat net d'exploitation, de loin la principale composante du revenu imposable des sociétés. Il n'est pas exclu que les impôts payés en 1998 portent encore quelque peu les traces de la vive progression des résultats d'exploitation constatée en 1997.

Globalement, le résultat net des entreprises non financières a atteint plus de 700 milliards de francs, soit une augmentation de près de 9 p.c. par rapport à 1997 et plus qu'un doublement en cinq ans.

En pourcentage de la valeur ajoutée, le résultat net après impôts s'est établi à 16,3 p.c. en 1998, en légère hausse par rapport à 1997.

## 2.2 Résultats par branche d'activité et par taille

Les résultats totaux dépendent du résultat d'exploitation, du résultat financier – qui forment le résultat courant – et du résultat exceptionnel. Les résultats d'exploitation sont généralement étroitement liés à l'activité économique et, pour s'en faire une meilleure idée, il est particulièrement indiqué de les aborder du point de vue des branches d'activité. En ce qui concerne le résultat financier, il est intéressant de prendre la taille de l'entreprise comme point de départ, dans la mesure où la taille d'une entreprise constitue en principe un déterminant important du mode de financement. Enfin, pour des raisons spécifiques, l'évolution du résultat final peut encore fortement différer du résultat courant. Une explication de ces raisons exige une analyse plus microéconomique.

Mesurées sur la base de la croissance du résultat net d'exploitation, les performances des branches d'activité non manufacturières en 1998 (+10,7 p.c.) se sont avérées, à l'inverse de 1997, meilleures que celles de l'industrie manufacturière (+6,4 p.c.). Ces deux pourcentages de croissance, même s'ils sont sensiblement inférieurs à ceux de l'année précédente (où ils s'élevaient respectivement à 16,3 et 26,9 p.c.), sont néanmoins supérieurs à la moyenne historique. Les mouvements des résultats de l'industrie manufacturière sont traditionnellement plus volatils, dans la mesure où l'activité des entreprises de ce secteur est davantage soumise à des fluctuations conjoncturelles.

Le fait que les branches non manufacturières aient enregistré en 1998 des résultats d'exploitation relativement meilleurs que ceux de l'industrie manufacturière s'explique dans une large mesure par une modification dans la composition de la demande. En 1998, la croissance de

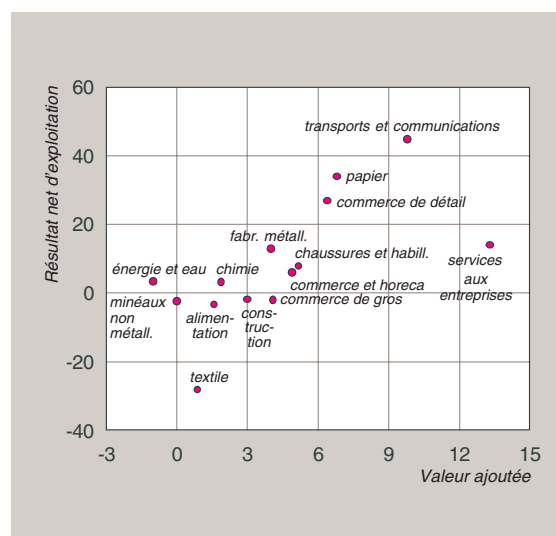
l'économie belge a surtout été portée par les dépenses intérieures, qui ont enregistré la plus forte expansion depuis le début de la décennie, grâce à la contribution des dépenses des particuliers comme des entreprises. Les échanges avec l'étranger ont par contre ressenti l'effet de la crise asiatique qui s'est déclarée durant l'été 1997 et s'est poursuivie en 1998. Le rythme de croissance des exportations s'est fortement ralenti en cours d'année, tandis que les importations de biens et de services sont restées vigoureuses, sous l'influence de la forte demande intérieure. Pour la première fois depuis cinq ans, les exportations nettes ont fourni une contribution négative à l'activité économique totale.

Une répartition par branche d'activité montre également un lien clair entre l'évolution de la valeur ajoutée et celle du résultat net d'exploitation en 1998.

Dans les branches non manufacturières, c'est surtout le secteur des transports et communications qui a été très performant : la valeur ajoutée y a crû de 9,8 p.c. et le résultat net d'exploitation, de plus de 45 p.c. Ces hausses sont essentiellement imputables au ralentissement de la hausse des coûts par rapport aux années précé-

**GRAPHIQUE 3 — VALEUR AJOUTÉE DES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES ET RÉSULTAT D'EXPLOITATION : RÉPARTITION SECTORIELLE**

(pourcentages de variation par rapport à 1997)<sup>1</sup>



Source : BNB.

<sup>1</sup> Pour la clarté, deux secteurs affichant pour 1998 des valeurs extrêmes ne sont pas repris, à savoir la sidérurgie et l'informatique.

dentes. Ce sont surtout les télécommunications et la navigation aérienne qui ont enregistré de très bons résultats. Les résultats de la branche des services aux entreprises ont également été supérieurs à la moyenne de l'ensemble des branches non manufacturières. Les bons résultats se sont essentiellement concentrés dans la location de biens mobiliers (leasing), le travail intérimaire et l'informatique, des branches qui sont en plein essor depuis quelques années. Cela ressort également, entre autres, de la forte expansion de l'emploi dans ces branches. Les autres grandes branches du secteur non manufacturier, à l'exclusion de la construction, de l'énergie et de l'eau et du commerce de gros, ont enregistré un léger progrès.

Dans l'industrie manufacturière, les résultats des différentes branches d'activité ont, comme en 1997, été très divergents. La branche la plus vigoureuse a été celle de l'industrie du papier, de l'imprimerie et de l'édition, qui a enregistré une croissance de 6,8 p.c. en termes de valeur ajoutée et de 33,9 p.c. en termes de résultat net d'exploitation. La nette amélioration se concentre principalement auprès de deux importants groupes de presse. En outre, les fabrications métalliques et la sidérurgie ont réalisé des performances supérieures à la moyenne de

l'industrie manufacturière. L'activité au sein du secteur des fabrications métalliques et dans la sidérurgie a notamment été portée par la forte demande émanant du secteur de la construction d'automobiles. Les autres grandes branches de l'industrie manufacturière, à l'exclusion de l'alimentation et du textile, ont enregistré un léger progrès.

Le fait d'opérer une distinction entre les résultats des entreprises sur la base du type de schéma (« complet » ou « abrégé ») déposé est surtout instructif en ce qui concerne la structure financière et les résultats financiers. Dans le cadre d'une analyse des résultats en fonction de la taille de l'entreprise, il convient de souligner que les données qui sont disponibles pour les PME ne sont pas aussi détaillées que celles des grandes entreprises et que la structure bilantaire de ces deux types d'entreprises présente certaines divergences importantes.

Les charges d'intérêts des grandes entreprises sont structurellement inférieures, en moyenne, à celles des petites et moyennes entreprises. Pour 1998, les taux d'intérêt moyens versés par les unes et les autres ont atteint respectivement 6 et 8,7 p.c. Cette différence reflète l'accès généralement plus difficile des entreprises de

**TABEAU 3 — RESULTAT NET D'EXPLOITATION PAR BRANCHE D'ACTIVITE**

(pourcentages de variation par rapport à l'année précédente)

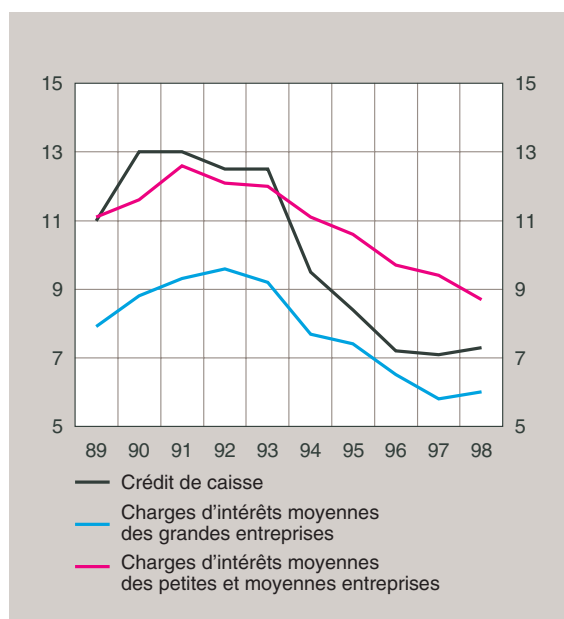
	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998 e	p.m. Importance, en p.c., des branches dans la valeur ajoutée totale en 1998
<b>Industrie manufacturière</b> .....	<b>- 10,2</b>	<b>- 21,8</b>	<b>83,1</b>	<b>12,4</b>	<b>- 12,3</b>	<b>26,9</b>	<b>6,4</b>	<b>35,9</b>
dont :								
Fabrications métalliques .....	- 10,4	- 29,9	116,6	- 7,9	- 0,4	21,4	12,9	11,2
Chimie .....	- 7,9	- 26,2	120,2	24,4	- 7,2	33,8	3,2	7,8
Alimentation .....	0,4	1,5	11,6	3,3	- 9,1	0,3	- 3,5	4,6
<b>Branches non manufacturières</b> .....	<b>- 0,1</b>	<b>- 0,3</b>	<b>8,3</b>	<b>6,2</b>	<b>4,0</b>	<b>16,3</b>	<b>10,7</b>	<b>64,1</b>
dont :								
Commerce et Horeca .....	- 10,5	- 7,0	12,5	5,4	3,3	18,1	6,0	21,4
Transports et communications .....	0,4	- 8,3	8,7	14,8	8,3	28,4	45,9	12,9
Services aux entreprises .....	15,8	6,1	11,6	3,4	3,3	18,6	13,9	14,7
Construction .....	- 13,7	- 10,8	11,5	6,3	- 5,9	15,4	- 2,0	5,8
<b>Ensemble des sociétés non financières</b>	<b>- 3,4</b>	<b>- 6,7</b>	<b>27,2</b>	<b>8,5</b>	<b>- 2,1</b>	<b>19,9</b>	<b>9,2</b>	<b>100,0</b>

Source : BNB.



**GRAPHIQUE 4 — TAUX DU MARCHÉ ET CHARGES D'INTERETS MOYENNES DES GRANDES ENTREPRISES ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES**

(pourcentages)



Source : BNB.

moyennes entreprises, alors qu'elles ont légèrement augmenté dans les grandes entreprises. Ceci pourrait indiquer qu'en 1998, les petites et moyennes entreprises ont saisi l'occasion offerte par la baisse des taux d'intérêt pour se refinancer à des taux moins élevés, mouvement qui avait déjà été amorcé plus tôt dans les grandes entreprises. L'écart de taux, qui atteignait encore 3,5 points de pourcentage en 1997, est revenu à 2,7 points de pourcentage en 1998.

Le résultat financier, défini comme la différence entre les produits financiers et les charges financières dans les comptes annuels, est structurellement négatif pour le secteur des petites et moyennes entreprises, en raison du coût de financement relativement élevé et de produits financiers plus limités. Dans les grandes entreprises, les résultats financiers sont généralement positifs. Cette situation reflète la différence de structure du bilan. La part beaucoup plus importante des actions, tant à l'actif qu'au passif du bilan des grandes sociétés, en fournit un bon exemple.

plus petites dimensions aux instruments de financement meilleur marché, d'une part, et la prime de risque plus élevée que ces entreprises doivent payer en raison de leur structure financière généralement moins solide, d'autre part.

Par rapport à 1997, une baisse de ces charges a pu être constatée pour les petites et

Pour 1998, le résultat courant, exprimé en pourcentage de la valeur ajoutée, a donc été beaucoup plus élevé dans les grandes entreprises (21,3 p.c.) que dans les entreprises de plus petites dimensions (11,5 p.c.). Dans les deux cas, le ratio s'est amélioré par rapport à 1997 et la tendance haussière de ces dernières années s'est confirmée.

**TABEAU 4 — COMPARAISON DE LA STRUCTURE DES COMPTES DE RESULTATS DES GRANDES ENTREPRISES ET DES PME EN 1998**

	Milliards de francs		Pourcentages de la valeur ajoutée	
	Grandes entreprises	PME	Grandes entreprises	PME
1. Valeur ajoutée .....	3.451	936	100,0	100,0
2. Charges d'exploitation <sup>1</sup> .....	2.871	780	83,2	83,3
3. Résultat net d'exploitation (= 1 - 2)	580	156	16,8	16,7
4. Résultats financiers .....	154	-48	4,5	-5,1
5. Résultat courant (= 3 + 4) .....	734	108	21,3	11,5
6. Résultat exceptionnel .....	76	16	2,2	1,7
7. Impôts .....	166	54	4,8	5,8
8. Résultat après impôts (= 5 + 6 - 7)	644	70	18,7	7,5
9. Bénéfice à distribuer .....	438	19	12,7	2,0
10. Bénéfice mis en réserves (= 8 - 9)	206	51	6,0	5,4
p.m. Coût moyen des dettes (pourcentages)			6,0	8,7

Source : BNB.

<sup>1</sup> Frais de personnel, autres charges opérationnelles, amortissements et provisions.

Les petites et moyennes entreprises paient un peu plus d'impôts, exprimés en pourcentage de la valeur ajoutée, que les grandes (5,8 p.c., contre 4,8 p.c.). Si l'on rapporte les impôts au résultat total, l'écart est encore bien plus important, ce qui est bien entendu attribuable à la différence des résultats financiers.

Le rapport entre le résultat après impôts et la valeur ajoutée est par conséquent nettement plus élevé pour les grandes entreprises que pour les petites et moyennes entreprises. En général, ce rapport s'est amélioré considérablement depuis 1996, passant de 13,3 à 18,7 p.c. pour les grandes sociétés et de 3,4 à 7,5 p.c. pour les petites et moyennes entreprises.

### 3. EVOLUTION DE LA RENTABILITE

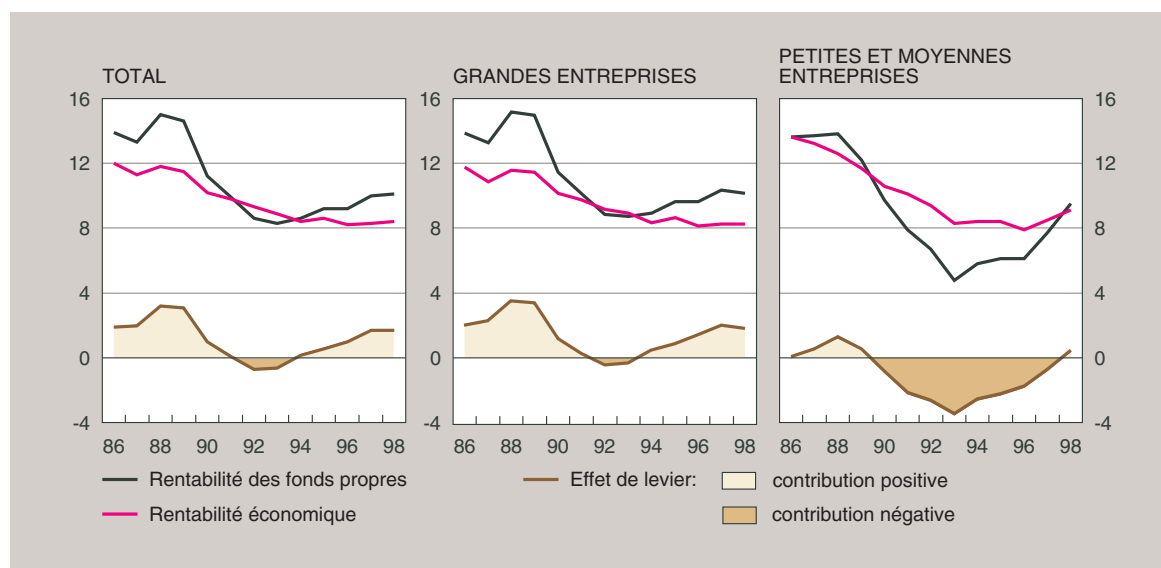
La rentabilité est un important indicateur de la profitabilité, de la santé et des performances d'une entreprise. Elle donne une indication de l'efficacité avec laquelle les fonds propres ont été utilisés (rapport entre le résultat courant avant impôts et les fonds propres, appelé aussi rentabilité financière) ou de l'efficacité avec laquelle l'ensemble des moyens investis dans l'entreprise ont été mis en œuvre (rapport entre le résultat courant avant impôts et avant le coût

des dettes et l'ensemble des moyens investis dans l'entreprise, appelé aussi rentabilité économique). L'écart entre ces deux critères de rentabilité s'explique par le « coefficient de levier financier ». Celui-ci est positif lorsque les entreprises parviennent à emprunter des fonds à un taux inférieur à celui de leur rentabilité économique, le surplus qui en résulte constituant un supplément de rémunération pour les fonds propres. L'effet sera négatif si le coût de financement de la dette est supérieur à la rentabilité de l'ensemble des capitaux investis.

Dans l'ensemble, la rentabilité a augmenté de manière marginale par rapport à 1997. La rentabilité financière est passée de 10 à 10,1 p.c. et a ainsi prolongé la tendance à la hausse constatée depuis 1994. Bien qu'elle se situe au niveau le plus élevé depuis 1991, la rentabilité financière reste encore nettement plus basse qu'au cours de la période de haute conjoncture comprise entre 1988 et 1991. La rentabilité économique, quant à elle, est passée de 8,3 à 8,4 p.c., ce qui, d'un point de vue historique, reste également une valeur plutôt basse. Cette évolution doit toutefois être rapprochée de la forte baisse des rendements sur les autres placements. L'effet de levier a atteint 1,7 p.c., comme en 1997, soit le niveau le plus élevé depuis la fin de la décennie précédente.

GRAPHIQUE 5 — RENTABILITE DES ENTREPRISES SELON LEUR TAILLE ET EFFET DE LEVIER

(pourcentages)



Source : BNB.

L'examen des chiffres détaillés fait apparaître surtout la nette amélioration de la rentabilité financière des petites et moyennes entreprises. Le coût moyen des dettes financières ayant été inférieur à la rentabilité économique pour la première fois depuis 1989, l'effet de levier a pu jouer en sens positif et la rentabilité financière a été supérieure à la rentabilité économique. Les entreprises de plus petites dimensions ont réalisé ainsi un mouvement de rattrapage par rapport aux grandes entreprises, principalement en raison de la forte baisse du coût financier moyen.

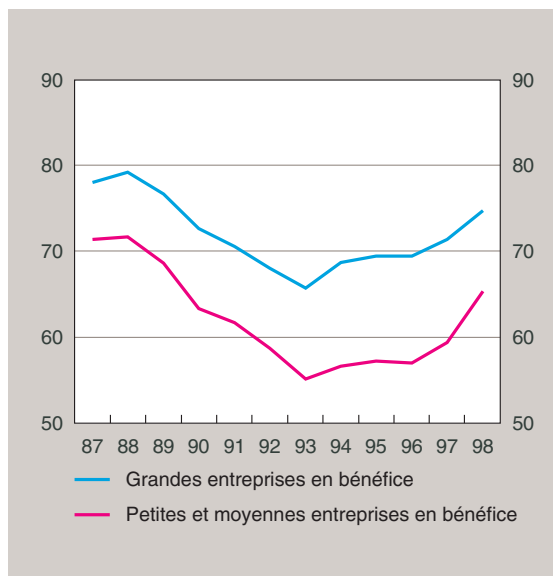
L'industrie manufacturière a enregistré une légère amélioration de la rentabilité économique, amélioration qui a surtout été concentrée dans les fabrications métalliques, la sidérurgie et l'industrie du cuir, des chaussures et de l'habillement. Une stabilisation de la rentabilité a été observée dans les branches non manufacturières. Les deux seuls sous-secteurs à s'être distingués dans le sens positif ont été le commerce de détail ainsi que les transports et communications.

En moyenne, la rentabilité reste plus élevée dans l'industrie manufacturière que dans les branches non manufacturières. Les branches d'activité de l'énergie, des fabrications métalliques, de la chimie et du cuir, des chaussures et de l'habillement ont eu de meilleurs résultats que la moyenne en 1998. Les services aux entreprises, la sidérurgie, la métallurgie et les minéraux non métalliques ont fait partie des branches dont la rentabilité a été moins bonne.

Malgré la nouvelle amélioration, certes plutôt limitée, de la rentabilité, les résultats restent, ainsi qu'il a été dit, plutôt modestes sur le plan historique. Ceci se reflète également dans l'évo-

**GRAPHIQUE 6 — IMPORTANCE RELATIVE DES ENTREPRISES EN BÉNÉFICE SELON LEUR TAILLE**

(pourcentages)



Source : BNB.

lution de la part des entreprises qui ont respectivement enregistré des bénéfices ou subi des pertes, bien que cet indicateur ne tienne pas compte de l'ampleur de ces résultats positifs ou négatifs. La part des entreprises qui réalisent des bénéfices a certes continué à augmenter, mais la situation qui prévalait au cours de la période de haute conjoncture de la fin des années quatre-vingt est encore loin d'être atteinte.

Comme on pouvait s'y attendre sur la base de l'évolution de la rentabilité, le nombre de petites et moyennes entreprises en bénéfice a augmenté plus fortement que celui des grandes entreprises. Il n'en demeure pas moins que le pourcentage de grandes entreprises en bénéfice reste supérieur à celui des petites et moyennes entreprises bénéficiaires.

**SYNTHESE DES PRINCIPALES COMPOSANTES DES COMPTES DE RESULTATS DE L'ENSEMBLE DES SOCIETES NON FINANCIERES**

ANNEXE 1

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998 e
<b>Valeur ajoutée</b> .....	<b>3.055,7</b>	<b>3.276,3</b>	<b>3.421,1</b>	<b>3.555,7</b>	<b>3.603,1</b>	<b>3.830,9</b>	<b>3.982,0</b>	<b>3.903,2</b>	<b>4.177,7</b>	<b>4.386,5</b>
Frais de personnel .....	1.867,7	2.051,9	2.173,8	2.280,5	2.321,2	2.387,1	2.451,8	2.369,9	2.447,0	2.539,8
Autres charges d'exploitation .....	113,2	137,0	138,3	148,5	152,3	171,9	182,2	191,5	239,3	257,9
<b>Résultat brut d'exploitation</b> .....	<b>1.074,8</b>	<b>1.087,4</b>	<b>1.109,0</b>	<b>1.126,7</b>	<b>1.129,6</b>	<b>1.271,9</b>	<b>1.348,0</b>	<b>1.341,8</b>	<b>1.491,4</b>	<b>1.588,8</b>
Amortissements, réductions de valeur et provisions .....	548,1	610,3	647,0	680,3	713,2	742,3	773,5	779,5	817,3	853,0
<b>Résultat net d'exploitation</b> .....	<b>526,7</b>	<b>477,1</b>	<b>462,0</b>	<b>446,4</b>	<b>416,4</b>	<b>529,6</b>	<b>574,5</b>	<b>562,3</b>	<b>674,1</b>	<b>735,8</b>
Produits financiers .....	483,2	567,4	640,7	747,5	780,0	686,0	775,5	761,4	1.019,3	900,6
Charges financières .....	462,4	553,6	621,7	742,3	727,1	692,7	752,0	716,5	948,0	794,2
<b>Résultat courant</b> .....	<b>547,5</b>	<b>490,9</b>	<b>481,0</b>	<b>451,6</b>	<b>469,3</b>	<b>522,9</b>	<b>598,0</b>	<b>607,2</b>	<b>745,4</b>	<b>842,2</b>
Résultat exceptionnel net .....	80,0	0,1	-0,5	26,6	3,5	30,8	30,3	-1,0	108,4	91,3
Impôts sur le résultat .....	118,2	120,1	123,0	115,4	122,0	151,6	157,8	168,9	198,7	220,3
<b>Résultat net après impôts</b> .....	<b>509,3</b>	<b>370,9</b>	<b>357,5</b>	<b>362,8</b>	<b>350,8</b>	<b>402,1</b>	<b>470,5</b>	<b>437,3</b>	<b>655,1</b>	<b>713,2</b>

## SYNTHESE DES PRINCIPALES COMPOSANTES DES COMPTES DE RESULTATS DES SOCIETES NON FINANCIERES

Schémas complets  
(milliards de francs)

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998 e
<b>Valeur ajoutée</b> .....	<b>2.456,9</b>	<b>2.611,7</b>	<b>2.702,8</b>	<b>2.779,9</b>	<b>2.786,6</b>	<b>2.962,6</b>	<b>3.055,0</b>	<b>3.061,4</b>	<b>3.294,7</b>	<b>3.450,8</b>
Frais de personnel .....	1.484,2	1.622,3	1.706,1	1.774,4	1.786,1	1.826,0	1.858,0	1.871,0	1.943,0	2.010,1
Autres charges d'exploitation .....	93,3	115,8	118,2	125,4	123,3	141,1	147,5	154,2	198,2	215,8
<b>Résultat brut d'exploitation</b> .....	<b>879,4</b>	<b>873,6</b>	<b>878,5</b>	<b>880,1</b>	<b>874,2</b>	<b>995,5</b>	<b>1.049,5</b>	<b>1.036,2</b>	<b>1.153,5</b>	<b>1.224,9</b>
Amortissements, réductions de valeur et provisions .....	441,1	485,8	509,7	530,1	551,7	573,1	592,7	592,9	617,3	644,8
<b>Résultat net d'exploitation</b> .....	<b>438,3</b>	<b>387,8</b>	<b>368,8</b>	<b>350,0</b>	<b>322,5</b>	<b>422,4</b>	<b>456,8</b>	<b>443,3</b>	<b>536,2</b>	<b>580,1</b>
Produits financiers .....	457,8	538,7	609,2	712,6	743,1	648,8	737,1	723,8	973,1	848,0
Charges financières .....	413,2	492,7	547,5	657,8	634,1	597,4	650,9	618,6	844,0	693,8
<b>Résultat courant</b> .....	<b>482,9</b>	<b>433,8</b>	<b>430,5</b>	<b>404,8</b>	<b>431,5</b>	<b>473,8</b>	<b>543,0</b>	<b>548,5</b>	<b>655,3</b>	<b>734,3</b>
Résultat exceptionnel net .....	69,7	-7,2	-8,1	17,5	-6,5	21,3	19,2	-13,0	92,4	75,6
Impôts sur le résultat .....	92,4	90,8	92,6	82,5	87,2	113,4	116,3	126,5	150,4	166,3
<b>Résultat net après impôts</b> .....	<b>460,2</b>	<b>335,8</b>	<b>329,8</b>	<b>339,8</b>	<b>337,8</b>	<b>381,7</b>	<b>445,9</b>	<b>409,0</b>	<b>607,3</b>	<b>643,6</b>

## SYNTHESE DES PRINCIPALES COMPOSANTES DES COMPTES DE RESULTATS DES SOCIETES NON FINANCIERES

Schémas abrégés  
(milliards de francs)

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998 e
<b>Valeur ajoutée</b> .....	<b>598,8</b>	<b>664,6</b>	<b>718,3</b>	<b>775,8</b>	<b>816,5</b>	<b>868,3</b>	<b>927,0</b>	<b>841,8</b>	<b>883,0</b>	<b>935,7</b>
Frais de personnel .....	383,5	429,6	467,7	506,1	535,1	561,1	593,8	498,9	504,0	529,7
Autres charges d'exploitation .....	19,9	21,2	20,1	23,1	26,0	30,8	34,7	37,3	41,1	42,1
<b>Résultat brut d'exploitation</b> .....	<b>195,4</b>	<b>213,8</b>	<b>230,5</b>	<b>246,6</b>	<b>255,4</b>	<b>276,4</b>	<b>298,5</b>	<b>305,6</b>	<b>337,9</b>	<b>363,9</b>
Amortissements, réductions de valeur et provisions .....	107,0	124,5	137,3	150,2	161,5	169,2	180,8	186,6	200,0	208,2
<b>Résultat net d'exploitation</b> .....	<b>88,4</b>	<b>89,3</b>	<b>93,2</b>	<b>96,4</b>	<b>93,9</b>	<b>107,2</b>	<b>117,7</b>	<b>119,0</b>	<b>137,9</b>	<b>155,7</b>
Produits financiers .....	25,4	28,7	31,5	34,9	36,9	37,2	38,4	37,6	46,2	52,6
Charges financières .....	49,2	60,9	74,2	84,5	93,0	95,3	101,1	97,9	104,0	100,4
<b>Résultat courant</b> .....	<b>64,6</b>	<b>57,1</b>	<b>50,5</b>	<b>46,8</b>	<b>37,8</b>	<b>49,1</b>	<b>55,0</b>	<b>58,7</b>	<b>80,1</b>	<b>107,9</b>
Résultat exceptionnel net .....	10,3	7,3	7,6	9,1	10,0	9,5	11,1	12,0	16,0	15,7
Impôts sur le résultat .....	25,8	29,3	30,4	32,9	34,8	38,2	41,5	42,4	48,3	54,0
<b>Résultat net après impôts</b> .....	<b>49,1</b>	<b>35,1</b>	<b>27,7</b>	<b>23,0</b>	<b>13,0</b>	<b>20,4</b>	<b>24,6</b>	<b>28,3</b>	<b>47,8</b>	<b>69,6</b>

## SYNTHESE DES PRINCIPALES COMPOSANTES DES COMPTES DE RESULTATS DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE

ANNEXE 4

Schémas complets et abrégés  
(milliards de francs)

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998 e
<b>Valeur ajoutée</b> .....	<b>1.322,8</b>	<b>1.381,1</b>	<b>1.366,0</b>	<b>1.376,4</b>	<b>1.344,0</b>	<b>1.445,4</b>	<b>1.496,8</b>	<b>1.449,4</b>	<b>1.531,8</b>	<b>1.573,9</b>
Frais de personnel .....	819,6	888,5	912,6	929,6	915,9	922,9	931,8	907,3	926,9	949,3
Autres charges d'exploitation .....	28,1	35,2	36,7	37,0	39,1	43,9	46,4	47,3	49,7	50,5
<b>Résultat brut d'exploitation</b> .....	<b>475,1</b>	<b>457,4</b>	<b>416,7</b>	<b>409,8</b>	<b>389,0</b>	<b>478,6</b>	<b>518,6</b>	<b>494,8</b>	<b>555,2</b>	<b>574,1</b>
Amortissements, réductions de valeur et provisions .....	245,2	263,5	267,3	275,7	284,1	286,5	302,6	305,3	314,7	318,2
<b>Résultat net d'exploitation</b> .....	<b>229,9</b>	<b>193,9</b>	<b>149,4</b>	<b>134,1</b>	<b>104,9</b>	<b>192,1</b>	<b>216,0</b>	<b>189,5</b>	<b>240,5</b>	<b>255,9</b>
Produits financiers .....	139,0	145,3	142,8	134,1	146,7	129,1	130,9	122,1	140,0	167,8
Charges financières .....	136,8	158,6	170,8	188,5	186,3	172,1	166,1	144,6	152,8	160,2
<b>Résultat courant</b> .....	<b>232,1</b>	<b>180,6</b>	<b>121,4</b>	<b>79,7</b>	<b>65,3</b>	<b>149,1</b>	<b>180,8</b>	<b>167,0</b>	<b>227,7</b>	<b>263,5</b>
Résultat exceptionnel net .....	62,2	-6,6	-11,3	4,6	-5,8	21,7	-0,4	-1,8	52,3	35,9
Impôts sur le résultat .....	58,7	50,2	43,8	40,6	38,6	52,8	57,7	58,5	72,9	79,3
<b>Résultat net après impôts</b> .....	<b>235,6</b>	<b>123,8</b>	<b>66,3</b>	<b>43,7</b>	<b>20,9</b>	<b>118,0</b>	<b>122,7</b>	<b>106,7</b>	<b>207,1</b>	<b>220,1</b>

## SYNTHESE DES PRINCIPALES COMPOSANTES DES COMPTES DE RESULTATS DES BRANCHES NON MANUFACTURIERES

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998 e
<b>Valeur ajoutée</b> .....	<b>1.732,9</b>	<b>1.895,2</b>	<b>2.055,1</b>	<b>2.179,3</b>	<b>2.259,1</b>	<b>2.385,5</b>	<b>2.485,2</b>	<b>2.453,8</b>	<b>2.645,9</b>	<b>2.812,6</b>
Frais de personnel .....	1.048,1	1.163,4	1.261,2	1.350,9	1.405,3	1.464,2	1.520,0	1.462,6	1.520,1	1.590,5
Autres charges d'exploitation .....	85,1	101,8	101,6	111,5	113,2	128,0	135,8	144,2	189,6	207,4
<b>Résultat brut d'exploitation</b> .....	<b>599,7</b>	<b>630,0</b>	<b>692,3</b>	<b>716,9</b>	<b>740,6</b>	<b>793,3</b>	<b>829,4</b>	<b>847,0</b>	<b>936,2</b>	<b>1.014,7</b>
Amortissements, réductions de valeur et provisions .....	302,9	346,8	379,7	404,6	429,1	455,8	470,9	474,2	502,6	534,8
<b>Résultat net d'exploitation</b> .....	<b>296,8</b>	<b>283,2</b>	<b>312,6</b>	<b>312,3</b>	<b>311,5</b>	<b>337,5</b>	<b>358,5</b>	<b>372,8</b>	<b>433,6</b>	<b>479,9</b>
Produits financiers .....	344,2	422,1	497,9	613,4	633,3	556,9	644,6	639,3	879,3	732,8
Charges financières .....	325,6	395,0	450,9	553,8	540,8	520,6	585,9	571,9	795,2	634,0
<b>Résultat courant</b> .....	<b>315,4</b>	<b>310,3</b>	<b>359,6</b>	<b>371,9</b>	<b>404,0</b>	<b>373,8</b>	<b>417,2</b>	<b>440,2</b>	<b>517,7</b>	<b>578,7</b>
Résultat exceptionnel net .....	17,8	6,7	10,8	22,0	9,3	9,1	30,7	0,8	56,1	55,4
Impôts sur le résultat .....	59,5	69,9	79,2	74,8	83,4	98,8	100,1	110,4	125,8	141,0
<b>Résultat net après impôts</b> .....	<b>273,7</b>	<b>247,1</b>	<b>291,2</b>	<b>319,1</b>	<b>329,9</b>	<b>284,1</b>	<b>347,8</b>	<b>330,6</b>	<b>448,0</b>	<b>493,1</b>



## PRINCIPALES SOURCES DE FINANCEMENT DES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES

(milliards de francs)

	Entreprises qui ont déposé leurs comptes annuels selon									
	le schéma complet					le schéma abrégé				
	Capitaux propres (dont : capital)	Provisions pour risques et charges	Emprunts financiers	(dont : à long terme)	Dettes non financières <sup>1</sup>	Capitaux propres (dont : capital)	Provisions pour risques et charges	Emprunts financiers	(dont : à long terme)	Dettes non financières <sup>1</sup>
1989 .....	3.224,9	(1.999,2)	3.124,3	(1.740,7)	2.901,1	531,2	(307,6)	432,1	(267,8)	621,8
1990 .....	3.779,0	(2.461,8)	3.679,3	(2.068,0)	3.064,2	586,9	(358,5)	511,0	(324,0)	674,5
1991 .....	4.222,9	(2.860,7)	3.920,5	(2.159,7)	3.286,0	640,5	(408,1)	576,0	(370,1)	734,1
1992 .....	4.570,0	(3.152,9)	4.234,2	(2.245,1)	3.356,4	698,7	(465,0)	676,6	(435,3)	787,8
1993 .....	4.881,1	(3.410,4)	4.227,5	(2.355,6)	3.585,4	792,4	(553,8)	759,4	(504,4)	853,1
1994 .....	5.250,9	(3.721,3)	4.624,2	(2.624,5)	3.727,8	851,1	(609,1)	841,1	(569,6)	931,1
1995 .....	5.582,3	(3.939,9)	4.800,7	(2.661,8)	3.844,2	904,3	(644,0)	932,6	(629,6)	998,2
1996 .....	5.672,2	(4.043,6)	4.874,4	(2.657,2)	4.060,9	959,7	(674,7)	991,1	(666,8)	1.029,1
1997 .....	6.398,6	(4.581,5)	5.470,2	(2.671,7)	4.510,7	1.043,4	(729,0)	1.087,2	(727,1)	1.157,7
1998 e .....	7.174,7	(5.120,5)	5.957,7	(2.814,0)	4.786,9	1.139,5	(758,9)	1.126,5	(733,2)	1.242,8

<sup>1</sup> Constituées essentiellement de dettes commerciales, de dettes fiscales, sociales et salariales et de dettes diverses.

**EVOLUTION SECTORIELLE DE LA RENTABILITE NETTE DES CAPITAUX COLLECTES, DU COUT MOYEN DES DETTES FINANCIERES  
ET DE LA RENTABILITE NETTE DES CAPITAUX PROPRES DES SOCIETES NON FINANCIERES**

ANNEXE 7

(pourcentages)

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998 e
<b>Ensemble des entreprises</b>										
1. Rentabilité nette des capitaux collectés <sup>1</sup> .....	11,5	10,2	9,8	9,3	8,9	8,4	8,6	8,2	8,3	8,4
2. Coût moyen des dettes financières <sup>2</sup> .....	8,3	9,2	9,7	10,0	9,7	8,2	8,0	7,0	6,4	6,5
3. Rentabilité nette des capitaux propres <sup>3</sup> .....	14,6	11,2	9,9	8,6	8,3	8,6	9,2	9,2	10,0	10,1
<b>Industrie manufacturière</b>										
1. Rentabilité nette des capitaux collectés <sup>1</sup> .....	14,3	11,6	9,4	8,0	7,2	9,3	9,8	8,6	9,6	10,0
2. Coût moyen des dettes financières <sup>2</sup> .....	8,7	9,8	10,3	10,7	10,2	8,9	8,0	7,0	6,2	6,2
3. Rentabilité nette des capitaux propres <sup>3</sup> .....	18,4	13,0	8,6	5,6	4,5	9,6	11,3	9,9	12,5	13,1
<b>Branches non manufacturières</b>										
1. Rentabilité nette des capitaux collectés <sup>1</sup> .....	10,4	9,7	10,0	9,7	9,5	8,1	8,3	8,0	7,9	7,8
2. Coût moyen des dettes financières <sup>2</sup> .....	8,1	8,9	9,5	9,7	9,5	8,0	8,0	7,0	6,5	6,5
3. Rentabilité nette des capitaux propres <sup>3</sup> .....	12,6	10,4	10,4	9,7	9,6	8,2	8,5	8,9	9,2	9,2

<sup>1</sup> Rapport entre le résultat courant avant impôts et charges financières, et les fonds de tiers — c'est-à-dire les fonds propres et les emprunts financiers —, multiplié par 100.

<sup>2</sup> Rapport entre les charges financières et les dettes financières.

<sup>3</sup> Rapport entre le résultat courant avant impôts et les capitaux propres.

EVOLUTION SECTORIELLE DE LA RENTABILITE NETTE DES CAPITAUX PROPRES<sup>1</sup>

(pourcentages)

	1985	1986	1987	1988	1989 <sup>2</sup>	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998 e
<b>Ensemble des entreprises</b>														
Grandes entreprises .....	9,8	9,8	9,3	10,9	14,3	8,9	7,8	7,4	6,9	7,3	8,0	7,2	9,5	9,0
Petites et moyennes entreprises .....	8,7	10,4	10,3	10,8	9,2	6,0	4,3	3,3	1,6	2,4	2,7	2,9	4,6	6,1
<b>Total</b> .....	<b>9,7</b>	<b>9,8</b>	<b>9,5</b>	<b>10,9</b>	<b>13,6</b>	<b>8,5</b>	<b>7,4</b>	<b>6,9</b>	<b>6,2</b>	<b>6,6</b>	<b>7,3</b>	<b>6,6</b>	<b>8,8</b>	<b>8,6</b>
<b>Industrie manufacturière</b>														
Grandes entreprises .....	8,9	9,0	8,9	10,8	14,7	9,1	4,7	3,0	1,4	7,9	8,0	6,5	11,8	11,1
Petites et moyennes entreprises .....	10,5	12,4	12,2	13,2	10,9	7,1	5,1	4,2	2,6	3,4	4,0	4,2	5,6	7,8
<b>Total</b> .....	<b>9,0</b>	<b>9,3</b>	<b>9,2</b>	<b>11,0</b>	<b>14,5</b>	<b>8,9</b>	<b>4,7</b>	<b>3,1</b>	<b>1,4</b>	<b>7,6</b>	<b>7,7</b>	<b>6,3</b>	<b>11,3</b>	<b>10,9</b>
<b>Branches non manufacturières</b>														
Grandes entreprises .....	10,4	10,1	9,6	10,9	14,0	8,8	9,2	9,2	9,0	7,0	8,0	7,5	8,7	8,2
Petites et moyennes entreprises .....	9,3	10,0	9,8	10,2	8,9	5,8	4,2	3,1	1,5	2,2	2,5	2,8	4,4	5,9
<b>Total</b> .....	<b>10,1</b>	<b>10,1</b>	<b>9,6</b>	<b>10,8</b>	<b>13,1</b>	<b>8,3</b>	<b>8,4</b>	<b>8,3</b>	<b>7,8</b>	<b>6,2</b>	<b>7,1</b>	<b>6,7</b>	<b>8,0</b>	<b>7,8</b>

<sup>1</sup> Rapport entre le résultat net après impôts et les capitaux propres, multiplié par 100.<sup>2</sup> A l'exception de Solvay s.a.